



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA MARNE

Direction départementale
des territoires

Service Environnement
Eau – Préservation des Ressources
Cellule procédures environnementales

AP n° 2020-LEV-MD-42-IC

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL de levée de mise en demeure

**concernant les prescriptions pour l'exploitation de la carrière
par la SA Charles MORONI
située sur le territoire de la commune de Cloyes-sur-Marne**

**Le préfet de la Marne
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

- Vu** le code de l'environnement, et notamment ses articles L. 170-1 et suivants ;
- Vu** la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;
- Vu** le décret n°2010-146 du 16 février 2010 modifiant le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières ;
- Vu** l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter n° 2014-A-007-CARR en date du 25 mars 2014 ;
- Vu** l'arrêté préfectoral de mise en demeure n° 2019-MD-147-IC du 15 novembre 2019 ;
- Vu** le rapport et les propositions de l'inspection des installations classées en date du 3 mars 2020, établis à l'issue de la visite d'inspection inopinée du 5 février 2020 ;

Considérant que la SA MORONI exploite sur le territoire de la commune de Cloyes-sur-Marne, parcelle Z69, une installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation sous la rubrique n° 2510, exploitation de carrières ;

Considérant que la SA MORONI a été mise en demeure, pour la carrière qu'elle exploite à Cloyes-sur-Marne, de respecter les dispositions de l'article 2 de l'arrêté préfectoral n° 2019-MD-147-IC du 15 novembre 2019 à savoir que « La remise en état du site doit être effectuée dans le délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté » ;

Considérant que lors de la visite d'inspection du 5 février 2020, l'exploitant a respecté ces engagements visés à l'article 2 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 15 novembre 2019 ;

Considérant qu'au vu de ce qui précède, la mise en demeure du 15 novembre 2019 précitée, peut être levée.

ARRÊTE

ARTICLE 1^{er}

Les dispositions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure n° 2019-MD-147-IC du 15 novembre 2019 sont levées.

ARTICLE 2

Monsieur le secrétaire général de la préfecture de la Marne, monsieur le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est, madame la directrice départementale des territoires de la Marne ainsi que l'inspection des installations classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée pour information à la sous-préfecture de Vitry le François, à la délégation territoriale de l'agence régionale de santé, à la direction du service interministériel de défense et de la protection civile, à la direction départementale des services d'incendie et de secours, à la direction de l'Agence de l'Eau, ainsi qu'au maire de Cloyes-sur-Marne qui en donnera communication à son conseil municipal.

Une copie de l'arrêté sera conservée en mairie aux fins d'information de toute personne intéressée qui, par ailleurs, pourra en obtenir une copie sur demande adressée à la direction départementale des territoires.

Notification en sera faite, sous pli recommandé, au siège social de la SA Charles MORONI, sise 60 boulevard du Val de Vesle Prolongé à Saint-Léonard (51500).

Châlons-en-Champagne, le **12 MARS 2020**

Pour le préfet et par délégation,
le secrétaire général de la préfecture



Denis GAUDIN

RECOURS

*La présente décision peut être déférée devant le tribunal administratif de Châlons-en-Champagne - 25, rue du Lycée - 51036 Châlons-en-Champagne Cedex, par le pétitionnaire ou exploitant, dans un **délai de deux mois** à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée, soit par voie postale, soit par le biais du site téléprocédures www.telerecours.fr.*